

Le Conseiller fédéral P. Couchepin a publié, dans le journal alémanique «Der Beobachter» de la semaine passée, une interview dont l'abondance de clichés et le ton agressif nous ont surpris.

Nous publions d'autant plus volontiers une réaction des médecins de premier recours à ce sujet, que leur texte exprime vigoureusement leur attachement à l'unité du corps médical: comme l'ASMAC l'avait aussi judicieusement souligné à l'époque de l'introduction de la clause du besoin, les tentatives de division de certains politiciens qui se piquent de machiavélisme ne sont heureusement pas près d'aboutir!

Nous remercions les médecins de premier recours de cette prise de position bienvenue.

Jacques de Haller, président de la FMH

A propos des solutions de P. Couchepin

Dans la revue «Beobachter» de la semaine dernière, le Conseiller fédéral Couchepin a une nouvelle fois communiqué son avis quant à la manière de résoudre les problèmes de la médecine de premier recours en Suisse. Nous reconnaissons que la menace d'une pénurie de médecins de famille le préoccupe sérieusement, même si nous ne pouvons partager ses propositions sur aucun point. Elles ne sont d'ailleurs pas nouvelles, elles ont déjà été exprimées à maintes reprises.

La situation actuelle résulte de causes profondes et les solutions passe-partout qui nous sont régulièrement proposées de toutes parts n'éclairent la plupart du temps qu'un aspect des choses. La médecine de famille ne peut pas être découpée à volonté!

Nous collaborons très volontiers avec les représentants de toutes les professions de la santé. C'est justement la force de la médecine de famille d'élaborer des modèles de managed care avec la FMH et d'offrir, aujourd'hui déjà, des modèles intégrés nous permettant de soigner ensemble nos patients sous forme de partenariat et non pas «à la place de».

Il est faut de penser que nous traitons des cas «intéressants» et «inintéressants», alors qu'il s'agit de nos patients. Le médecin de famille justement traite chaque problème avec le même sérieux car il reçoit souvent des patients de longue date dans son cabinet. Les «problèmes de bien-être», tel qu'un banal refroidissement, sont, pour un patient, tout aussi importants et sérieux qu'une maladie rare de la peau. Les vaccinations – «intéressantes»? – nécessitent un conseil approfondi, le médecin de famille doit pouvoir désamorcer les peurs et parler le langage des patients. Les propos du ministre de la Santé témoignent d'une compréhension erronée d'une médecine de famille de haute qualité! Nous ne sommes nullement prêts à rogner sur la qualité

de l'offre actuelle. A cet égard, il ne s'agit pas de sauvegarder des habitudes démodées mais bien les droits de nos patients.

Il est faux de considérer la santé uniquement du point de vue économique, en ne tenant compte que des coûts. Il y a aussi tous les bénéfices dont on ne parle guère, alors qu'ils révèlent la valeur de la médecine de famille. Sommes-nous prêts, nos patients sont-ils prêts à rogner sur la qualité en échange de soins paraissant «meilleur marché» sur le moment? Certes pas, et la pétition forte de 300 000 signatures déposée le 1^{er} avril 2006 et transmise par le Conseil des Etats au Conseil fédéral le montre clairement. L'erreur, et cela doit enfin être reconnu, se trouve dans le système. L'erreur, Monsieur Couchepin, ne se trouve pas dans les revenus élevés des spécialistes. On ne pourra pas renforcer et améliorer la position des médecins de famille uniquement par une redistribution au sein de la FMH, ainsi que vous le postulez régulièrement – la scission du corps médical ne nous intéresse pas! Nous voulons de meilleures conditions de travail, de meilleures possibilités de formation pré- et post-graduée et un soutien accru. Pour cela, nous avons besoin de plus d'argent et il faut enfin en parler. Il faut abandonner «les corridors de coûts», concevoir des modèles innovants capables d'améliorer la position de la médecine de famille, et non pas des solutions bon marché!

Il est étonnant qu'en votre qualité de politicien libéral, vous demandiez sérieusement une telle redistribution: prendre l'argent aux puissants pour le distribuer aux pauvres. La tonalité de votre discours surprend, Monsieur Couchepin!

Hansueli Späth, président de la Société suisse de médecine générale

Marc Müller, président du Collège de médecine de premier recours